

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 04/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

Quartier de la gare RD 147
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UD-R-SSDAS-23-137-LL
Code AIOT : 0010600303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement PURFER implanté 10, rue de Fos-sur-mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 10, rue de Fos-sur-mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon
- Code AIOT : 0010600303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER exerce depuis 2004 sur son site de Lyon port Edouard Herriot (69007) une activité de tri et de mise à dimension de ferrailles lourdes sur une emprise de 11 000 m², appartenant à la CNR (Compagnie Nationale du Rhône). Ce site fait partie des 28 sites PURFER du

sud-Est de la France.

L'ICPE PURFER est classée depuis mars 2004. L'activité autorisée à cette date est établie sur un tonnage de 70 000 t par an. Ce site emploie actuellement une dizaine de personnes en 1 équipe. En 2022, PURFER a réceptionné 51 000 t de déchets sur ce site (contre 40 900 t en 2020). Les principales rubriques ICPE du site sont la 2713 (entreposage de fers et métaux), la 2791 (cisaillage) et la 2712 (réception de véhicules terrestres).

Sur ce site, l'activité consiste principalement à réceptionner (acheter) diverses qualités de ferraille lourde, à les cisailer à l'aide de sa presse-cisaille, puis de préparer des lots à expédier soit par train soit par bateau, dans ce dernier cas à raison de 1700 tonnes par bateau à destination d'aciérie en méditerranée.

Pour les plus grosses pièces reçues (exemple : très grande citerne ou poutre métallique), cette activité de réduction de la taille se fait parfois au sol, par découpe au chalumeau (environ 10 % des ferrailles entrantes). Puis ces morceaux sont à leur tour cisailés dans la presse-cisaille.

Une activité secondaire consiste à regrouper de la « ferraille à broyer », présente dans certains apports, et à l'acheminer sur le site de Saint-Pierre-de-Chandieu. Une autre activité secondaire consiste à réceptionner des carcasses de camion et autre engins routiers terrestres. Ces engins sont dépollués avant cisaillage, les pneus sont placés dans une alvéole spécifique.

L'effectif présent sur site est de 6 personnes en 1 équipe, plus une à deux personnes en sous-traitance pour la découpe au chalumeau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, a été constaté l'absence de réserve de produits absorbants, dans la zone où stationnent les pelles mécaniques et engins du site, que ce soit pour refaire le plein de carburant ou bien les vidanges des engins concernés. L'exploitant a noté le défaut de présence de réserve d'absorbant et la nécessité de le commander avant épuisement du stock.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Oxycoupage au chalumeau	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article Annex 1, tableau rubriques	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des eaux de ruissellement avant rejet vers Darse 2	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 4.4.2	/	Sans objet
3	Rétention des eaux d'incendie – bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2, point 4.8.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Étanchéité de la plate-forme	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3, point 1.1	/	Sans objet
4	Stock de pneus issus du démantèlement de gros véhicules ou engins	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
5	VHU : Dépollution, démontage et découpage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Sans objet
6	Registre et traçabilité des VHU reçus	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Sans objet
7	Déclaration ADEME	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1, point 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce site implanté en bordure du port Edouard Herriot présente un enjeu particulier : éviter tout risque de pollution de l'eau du port attenant. La visite a permis de détecter le vieillissement du bassin de rétention, qui demande une action de l'exploitant sous 3 mois.

L'activité de découpe au chalumeau doit faire l'objet d'une recherche de solution s'agissant des fumerolles qu'elle génère. En effet, cette activité est récurrente sur ce site, en amont ou en complément de l'étape de cisailage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étanchéité de la plate-forme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3, point 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: « les voies de circulation, les aires de stationnement et de stockage seront recouvertes d'un revêtement étanche (aires goudronnées ou bétonnées) et aménagées de façon à permettre une collecte pour le traitement des eaux pluviales » « les zones de dépôt seront construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs et à l'abrasion et d'être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières »
Constats : La plate-forme bétonnée comporte une surface totale d'environ 5000 m ² dévolue aux stockages, hors voies de circulation, bureaux et zones périphériques. L'exploitant indique une épaisseur de 25 cm de béton sur remblais. Cette dalle est rénovée par morceaux. Lors de la précédente inspection du 22/09/2021, des factures datant de 2016 et 2021 font état de travaux effectués sur 435 et 423 m ² . L'exploitant indique qu'une nouvelle zone d'environ 500 m ² a fait l'objet d'une décision d'investissement prévu pour le second semestre 2023, dans la partie sud-Est du site. Lors de la présente visite, il a en effet été constaté visuellement une usure de la dalle (ornières) à cet endroit. La prochaine inspection abordera de nouveau ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des eaux de ruissellement avant rejet vers Darse 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: « Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits » »
<p>Constats : Suite à la précédente visite d'inspection du 20/09/2021, l'exploitant devait présenter à l'Inspection un Porter à Connaissance de changement de l'équipement aval de filtration des eaux de ruissellement du site, pouvant être responsable des mauvaises performances de traitement avant rejet dans la Darse n°2 et changer cet équipement avant le 31/12/2021.</p> <p>Un nouvel équipement a bien été implanté fin 2021 au dessus de l'ancien, qui a été vidangé et curé avant d'être noyé dans du béton pour servir de fondation au nouvel équipement. Une fiche technique et un plan a été transmis.</p> <p>L'exploitant a un mois pour transmettre à l'Inspection son retour d'expérience :</p> <ul style="list-style-type: none">- comparaison des résultats des 3 premières analyses avec le nouvel équipement, versus les 3 dernières analyses avec l'ancien équipement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention des eaux d'incendie – bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 2, point 4.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Bassin de confinement.</p> <p>Le bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. La capacité totale minimale de rétention sera de 1000 m³. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Une consigne sera établie en ce sens. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées dans le présent arrêté. Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible. »</p>
<p>Constats : Suite à la précédente inspection du 20/09/2021, l'exploitant devait effectuer un relevé du volume maximum utile, de chacun des 2 bassins contigus de rétention d'eau d'incendie et indiquer leur capacité cumulée de rétention lorsque la vanne d'arrêt d'urgence est activée.</p> <p>Un relevé du volume du bassin ainsi qu'un relevé topographique de la capacité additionnelle de rétention d'une partie de la dalle béton nous a été fourni lors de la présente inspection. Lorsque les pompes sont désactivées, la capacité totale est de 1135 m³ de rétention dont 486 m³ dans les 3 bassins successifs (150 + 256 + 79 m³).</p> <p>Lors de la présente visite, il a été constaté un défaut d'accrochage de la bâche sur le béton du bassin, qui témoigne d'une certaine vétusté de la bâche ou-et de son système de fixation. La bâche a été installée en 2004.</p> <p>L'exploitant doit garantir l'étanchéité du bassin de rétention, et dispose de 3 mois pour transmettre la solution retenue (réparation ou changement de la bâche).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stock de pneus issus du démantèlement de gros véhicules ou engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
Constats : Suite à l'inspection du 20/09/2021, l'exploitant s'était engagé à remettre d'ici 2 mois ou 31/12/2021, un Porter à Connaissance présentant les modalités d'entreposage temporaire d'au plus 150 m ³ de pneus, dans un emplacement choisi pour son absence d'effet hors site. Cette transmission n'a pas été faite. Toutefois, lors de la présente visite, l'exploitant indique ne plus stocker ou quasiment plus stocker car il a recours fréquemment à un prestataire en capacité de déjanter les pneus de PL, permettant ensuite de faire reprendre rapidement les pneus déjantés. Deux évacuations importantes de pneus ont eu lieu le 5/07 pour 14,96 t et le 7/07 pour 11,32 t. Lors de la visite, environ 30 m ³ de pneus jantés restent stockés dans l'extrémité sud-Est du site (contre 300 m ³ lors de la précédente visite).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : VHU : Dépollution, démontage et découpage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement. I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes : - les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; - le verre est retiré ; - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</p> <p>- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; - les pots catalytiques sont retirés. Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p>
<p>Constats : L'activité VHU (véhicules hors d'usage) est extrêmement réduite et très spécifique sur ce site. Aucun VHU de type véhicule léger n'est réceptionné pour une dépollution sur ce site. Seuls quelques poids lourds ou véhicules d'usage professionnel sont réceptionnés. L'exploitant reçoit un nombre très réduit de VHU complet sur ce site, c'est-à-dire un véhicule complet. Le plus souvent, l'exploitant reçoit des remorques et diverses parties arrières de véhicules. Dans ce cas, la dépollution consiste à en retirer les roues puis dans un second temps les pneus.</p> <p>L'exploitant est informé de l'obligation de dépollution préalable au découpage / cisailage / broyage. Toutefois, l'exploitant ne dispose d'aucune installation de dépollution en activité permettant par exemple de pomper les fluides. 9 véhicules avec carte grise (balayeuses, poids-lourds, caravane) ont été réceptionnés sur ce site de janvier à juin 2023. L'exploitant indique que ces véhicules sont dépollués par le dernier détenteur avant d'arriver sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre et traçabilité des VHU reçus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Situation administrative, registre
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Registre et traçabilité. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : L'exploitant dispose de ce registre. 7 VHU de type poids lourds et 2 caravanes ont été réceptionnés au 1er semestre 2023. L'activité VHU est très réduite sur ce site (voir constat précédent).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclaration ADEME

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1, point 5
Thème(s) : Situation administrative, déclaration annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: 5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement. Cette déclaration comprend : a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ; b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ; c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ; d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ; e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ; f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ; g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ; h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ; i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.
Constats : La déclaration est faite chaque année à l'ADEME, mais elle est de zéro VHU puisque le site ne reçoit pas de véhicules visés par ce formulaire. En effet, la déclaration concerne uniquement les voitures particulières, les véhicules utilitaires (dont le PTAC est inférieur ou égal à 3,5 t) et les cyclomoteurs à trois roues (mentionnés à l'article R-311-1 du code de la route).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Découpe au chalumeau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article Annex 1, tableau rubriques
Thème(s) : Risques chroniques, fumées
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Cette activité n'est pas prévue dans la rubrique 2791-1 déclinée pour ce site : l'activité autorisée est : « cisailage des déchets de métaux ferreux et non-ferreux : 40t/heure soit 320t/j » L'AP initial de 2004 ne mentionne pas non plus cette activité.
<p>Constats : Au plan réglementaire, cette activité relève de la rubrique 2791-1 même si elle n'est pas nommément mentionnée dans le tableau des rubriques de l'arrêté complémentaire du 4 avril 2014. Selon l'exploitant, cette activité est très liée à celle de la presse cisaille puisqu'elle permet de réduire la dimension de grosses pièces métalliques (ex : cuves de grande capacités, éléments de charpente de grande longueur) avant leur introduction dans la presse cisaille. Sans cette découpe, ces grosses pièces ne peuvent être cisailées et leur transport en l'état est malaisé.</p> <p>Cette activité est récurrente sur ce site et est menée en 2023 avec un sous-traitant, la société BTM Démolition. Ce sous-traitant met à disposition de PURFER 1 à 2 ouvriers, qui exercent cette activité de découpe, en plein air, sur une plaque métallique posée au sol, à l'Est du site. Le rendement serait d'environ 10 t / jour par ETP. Les 2 ouvriers disposent d'EPI, y compris des masques respiratoires.</p> <p>L'activité est encadrée par :</p> <ul style="list-style-type: none">- un contrat de sous-traitance, renouvelé mensuellement ;- un plan de prévention des risques, également mensuel ;- un permis de feu émis quotidiennement et qui s'assure de la fin de l'opération de découpe avant 16h30, soit au moins 30 mn avant la fermeture du site à 17h. <p>2 RIA sont situés à proximité immédiate de la zone de travail.</p> <p>La production de poussières / fumées lors de l'exercice de cette activité a été signalée en novembre 2022 par un industriel voisin du site. Compte tenu des grands formats de certaines pièces à découper et de leur manutention à la grue, le capotage de la zone de découpe au chalumeau et l'aspiration via une hotte suspendue ou tout autre dispositif fixe, paraît complexe à mettre en place. Toutefois, l'exploitant va examiner un éventuel dispositif fixe ou mobile pour aspirer et filtrer ces fumées.</p> <p>L'exploitant dispose de 3 mois pour remettre à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- un plan à jour de son site matérialisant l'emprise au sol de cette activité de découpe au chalumeau, récurrente sur ce site, ainsi que des zones de stockage nouvellement créées près de la grue, en substitution des stockages effectués préalablement en limite sud-sud-ouest du site.- une note / étude sur la solution technique à retenir pour la captation des fumées de la découpe au chalumeau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois